

Le Maroc a exprimé aujourd'hui sa « *vive inquiétude* » face à la « *grave détérioration* » de la situation dans le nord du Mali, appelant toutes les parties au dialogue après les affrontements sanglants du week-end entre armée et rebelles touaregs.

Le Maroc, qui s'est imposé comme un des médiateurs dans le dossier malien, « *condamne vigoureusement les actes de violence* » ainsi que la prise d'otages, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, cité par l'agence officielle MAP.

Relevant que le royaume s'est « *engagé de manière tangible et crédible pour le retour de la paix* », le texte exhorte « *toutes les parties maliennes à la retenue* » et en appelle à un « *retour rapide et sans conditions au calme* », ainsi qu'à « *l'esprit de dialogue et de compromis* ».

Le roi Mohammed VI, qui s'est rendu à deux reprises à Bamako au cours de l'année écoulée, a reçu en janvier le secrétaire général du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touarègue), Bilal Ag Achérif, lui demandant de « *rester ouvert au dialogue politique* » avec Bamako.

Une trentaine de fonctionnaires retenus en otage pendant trois jours par les rebelles touareg du MNLA, après leur prise du gouvernorat de Kidal, une ville à l'extrême nord-est du Mali, ont été libérés lundi 19 mai, ont indiqué les Nations unies.

Dimanche, 1 500 soldats maliens sont arrivés en renfort dans la ville, qui avait été le théâtre samedi de violences meurtrières entre l'armée et des combattants de la rébellion touareg du MNLA.

Le MNLA, dont les partisans réclament l'indépendance ou l'autonomie d'un vaste territoire du nord du pays avait revendiqué la prise de contrôle par ses hommes du gouvernorat, évacué par les rebelles en novembre après près de neuf mois d'occupation.

Dans les combats très violents qui se sont déroulés à Kidal, 36 personnes ont été tuées, dont huit militaires. Le chef de la mission de l'ONU au Mali a annoncé dimanche « *l'assassinat de deux civils et six officiels maliens* », parmi lesquels les préfets de Kidal et de Tin-Essako (à l'est de la ville), ainsi que quatre sous-préfets de la région.